

JANVIER YAHOUÉDÉOU INSPECTE LES INFRASTRUCTURES ADMINISTRATIVES DU ZOU

Le ministre en charge du Développement territorial évalue les capacités d'accueil des bâtiments administratifs en prélude à la mise en place des pôles de développement territorial. Une démarche prospective saluée par le préfet Laurent Zomaï.



Rodrigue Chaou ouvre un nouveau front de réforme

21 000 paquets de cigarettes et des fournitures scolaires saisis à Ekpè



[Le DG Raouf Malèhossou Aboudou intensifie la lutte contre les circuits commerciaux illicites]



Porto-Novo et Sakété au rythme de six jours de promotion des produits béninois

PÔLES DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL AU BÉNIN

Janvier Yahouédéou inspecte les infrastructures administratives du Zou



Le ministre en charge du Développement territorial évalue les capacités d'accueil des bâtiments administratifs en prélude à la mise en place des pôles de développement territorial. Une démarche prospective saluée par le préfet Laurent Zomaï.

La mise en place des pôles de développement territorial au Bénin se prépare également sur le terrain. Dans cette perspective, le ministre Janvier Yahouédéou a effectué une tournée d'inspection des infrastructures administratives dans le département du Zou. L'objectif est d'apprécier les capacités d'accueil et les conditions matérielles susceptibles d'accompagner la mise en œuvre de cette nouvelle dynamique de développement.

Au cours de cette visite, plusieurs infrastructures ont retenu l'attention du ministre et de sa délégation. De la tour administrative aux résidences préfectorales, en passant par les bâtiments relevant de l'administration départementale, le patrimoine immobilier a été passé en revue afin d'en évaluer les capacités et les possibilités d'exploitation.

Cette démarche vise à disposer d'un état des lieux permettant d'anticiper les besoins administratifs et logistiques liés à l'organisation territoriale envisagée. Elle traduit la volonté de préparer les conditions matérielles nécessaires au fonctionnement des futurs pôles de développement territorial.

Une anticipation des besoins administratifs

Au-delà de la simple visite des bâtiments, cette tournée constitue une étape préparatoire importante. L'efficacité des pôles de développement territorial dépendra notamment de la disponibilité d'infrastructures adaptées, de la capacité d'accueil des services et de l'organisation des moyens nécessaires à leur fonctionnement.

En procédant à cette inspection en amont, le ministre Janvier Yahouédéou entend ainsi contribuer à une meilleure appréciation des ressources immobilières existantes et des éventuels besoins d'adaptation.

Le préfet du Zou, Laurent Zomaï, a salué cette démarche prospective, qu'il considère comme un gage de préparation méthodique. L'initiative témoigne de l'importance accordée à l'anticipation et à l'évaluation des moyens administratifs avant la concrétisation des orientations envisagées.

À travers cette tournée dans le Zou, la préparation des pôles de développement territorial se poursuit donc sur le volet des infrastructures. Un préalable essentiel pour favoriser une organisation administrative cohérente et accompagner, dans les meilleures conditions possibles, les ambitions de développement des territoires béninois.

Emeric Joël ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du Jour

INFORMATIONS, ANALYSES, INVESTIGATIONS ET PUBLICITÉS

Email : lemblemedujour@gmail.com
 Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
 N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com
TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

UP LE RENOUVEAU

QUAND LES DÉSIGNATIONS DES CHEFS DE QUARTIER DÉFIENT LES CONSIGNES DE LA HAUTE DIRECTION



Promotion des femmes, respect des choix locaux et transparence : Joseph DJOGBÉ-NOU attendu sur l’application des directives

La révision des désignations des chefs de quartier et de village au sein de l’Union Progressiste le Renouveau (UP-R) soulève des interrogations dans certaines structures locales. Alors que le président du parti, Joseph DJOGBÉNOU, aurait donné des orientations en faveur d’une meilleure représentation des femmes, tout en évitant d’écarter injustement les responsables ayant obtenu le soutien de leur base, des contestations émergent autour de la fiabilité de certains rapports transmis.

Des directives claires, une application contestée

La Haute Direction de l’UP-R aurait recommandé aux bureaux des sections, aux membres des comités d’appui aux désignations ainsi qu’aux membres de la DEN concernés de procéder à une révision des propositions dans un esprit de transparence totale. L’objectif est de favoriser une repré-

sentation plus équilibrée des femmes, sans remettre systématiquement en cause les choix opérés au niveau local.

Cette démarche vise à concilier plusieurs exigences : la promotion du leadership féminin, la prise en compte des réalités de terrain et le respect des orientations des instances dirigeantes. Toutefois, des interrogations se font jour quant à la manière dont ces recommandations seraient traduites dans certaines sections.

Des soupçons de rapports orientés

Dans les milieux concernés, des voix dénoncent des pratiques présumées qui pourraient compromettre la sincérité du processus. Certains responsables locaux sont accusés de transmettre des rapports qui ne refléteraient pas fidèlement les positions exprimées par les militants et les populations. Des soupçons d’influence de certains leaders agissant en coulisses sont également évoqués.

Ces accusations, qui restent à vérifier, appellent à un examen rigoureux des docu-

ments et des procédures suivies. Il importe notamment de confronter les rapports aux réalités du terrain, d’entendre les différentes parties et de permettre aux personnes mises en cause de présenter leurs explications.

Car si les désignations doivent être réexaminées, cette opération ne saurait devenir un moyen de régler des différends personnels ou de favoriser certains intérêts au détriment des choix collectifs.

Les femmes au cœur du renouvellement, sans injustice

La promotion des femmes constitue l’un des enjeux majeurs de cette révision. Elle doit permettre à davantage de femmes de prendre part à la gestion des quartiers et des villages, dans le respect des orientations du parti.

Mais cette ambition ne devrait pas se traduire par l’éviction automatique de responsables dont l’ancrage local est reconnu. La recherche d’un équilibre suppose des critères objectifs, une appréciation équitable des candidatures et une prise en compte sérieuse des réalités propres à chaque localité.

L’enjeu n’est donc pas d’opposer les femmes aux responsables déjà en place, mais de garantir un processus qui donne à chacun et à chacune une chance équitable, conformément aux règles et aux directives arrêtées.

La Haute Direction appelée à veiller au respect des consignes

Face aux contestations rapportées, les instances compétentes de l’UP-R sont attendues sur la vérification des rapports et le res-

pect effectif des orientations données. Une clarification des critères de désignation et un contrôle rigoureux des propositions permettraient de réduire les incompréhensions et de prévenir d’éventuelles frustrations au sein des structures locales.

La discipline de parti ne peut véritablement produire ses effets que si les directives sont appliquées de manière cohérente à tous les niveaux. La transparence, quant à elle, exige que les décisions reposent sur des éléments vérifiables plutôt que sur des considérations personnelles ou des rapports contestés.

Un test de crédibilité pour les structures locales

Au-delà de la désignation des chefs de quartier et de village, c’est la crédibilité du mécanisme interne de l’UP-R qui se trouve en jeu. La promotion des femmes, le respect des réalités locales et la loyauté dans la transmission des informations doivent pouvoir avancer ensemble.

Dès lors, une question demeure : les recommandations de la Haute Direction seront-elles appliquées dans toute leur rigueur, ou certaines pratiques locales risquent-elles d’en compromettre l’esprit ?

La réponse dépendra de la capacité des responsables concernés à faire prévaloir l’équité, la transparence et l’intérêt collectif sur toute autre considération. Car, dans cette opération, la confiance des militants se construira avant tout sur la sincérité des rapports et l’impartialité des décisions.

Augusta DAKPOGAN

CADRE DE VIE ET OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Grand Nokoué : le déguerpissement à géométrie variable ?

Porto-Novo, Cotonou, Abomey-Calavi, Sèmè-Podji et Ouidah sont concernés par les enjeux d’occupation des espaces publics. Mais sur le terrain, la visibilité et la continuité des opérations soulèvent des interrogations. Les autorités sont attendues sur l’harmonisation des interventions et le respect des règles dans toutes les communes.

La libération des abords des voies publiques est devenue un enjeu majeur pour la fluidité de la circulation, la sécurité des usagers et l’assainissement du cadre de vie dans le Grand Nokoué. Pourtant, une interrogation persiste : les opérations de déguerpissement sont-elles conduites avec la même détermination dans toutes les communes de cette grande agglomération ?

À Porto-Novo et à Cotonou, la question de l’occupation des trottoirs, des accotements et des emprises publiques reste particulièrement sensible. Entre étalages commerciaux, installations provisoires et occupations diverses, les difficultés rencontrées par les piétons et les automobilistes appellent des réponses durables. Mais la réussite d’une telle politique dépend aussi de sa cohérence territoriale.

Une opération qui doit concerner tout le Grand Nokoué

Le Grand Nokoué ne se limite pas aux deux principales villes que sont Cotonou et Porto-Novo. Abomey-Calavi, Sèmè-Podji et Ouidah font également partie de cet ensemble territorial, où les enjeux d’aménagement, de mobilité et d’occupation du domaine public nécessitent une action coordonnée.

Dès lors, les citoyens sont en droit de s’interroger sur l’évolution des opérations dans chacune de ces communes. Les interventions se poursuivent-elles partout ? Les équipes chargées de faire respecter les règles sont-elles toujours mobilisées ? Existe-t-il un calendrier harmonisé permettant d’assurer un suivi régulier des espaces libérés ?

Ces questions méritent des réponses précises de la part des autorités compétentes. Car une politique de libération des voies publiques ne peut produire des résultats durables si son application paraît inégale d’une commune à une autre.

Au-delà du déguerpissement, la nécessité d’un

suivi permanent

Libérer les trottoirs et les emprises publiques constitue une première étape. Encore faut-il empêcher leur réoccupation anarchique et veiller à ce que les voies dégagées le restent dans la durée. Cela suppose des contrôles réguliers, une sensibilisation des populations et, lorsque les circonstances le permettent, des solutions adaptées aux commerçants dont les activités sont affectées.

L’objectif ne devrait pas être uniquement de procéder à des déguerpissements ponctuels, mais de garantir un meilleur partage de l’espace public entre piétons, automobilistes, commerçants et riverains.

La coordination entre les municipalités et les services compétents apparaît donc essentielle. Une communication officielle sur les opérations réalisées, celles en cours et les prochaines interventions permettrait aux populations de mieux comprendre la démarche et d’en apprécier les résultats.

Les autorités attendues au tournant

Au fond, la question est simple : le déguerpissement des abords des voies dans le Grand Nokoué se poursuit-il effectivement dans toutes les communes, ou observe-t-on un ralentissement des interventions dans certaines localités ?

Sans préjuger de la situation réelle sur chaque axe, cette interrogation appelle un état des lieux transparent. Les autorités municipales et les services compétents gagneraient à préciser les mesures prises, les difficultés rencontrées et les dispositions envisagées pour garantir une application cohérente des règles.

Car, en matière de cadre de vie, l’efficacité d’une décision publique se mesure autant à son lancement qu’à sa continuité et à ses résultats sur le terrain. Dans le Grand Nokoué, les populations attendent donc davantage de visibilité, de coordination et de constance pour que la libération des voies publiques devienne une réalité durable dans toutes les communes concernées.

Emeric Joël ALLAGBE

ÉVÉNEMENTIEL À PORTO-NOVO

ELONA HOUSE, un cadre d'exception pour les fêtes et les conférences

À Djassin Hounvié, dans la ville de Porto-Novo, ELONA HOUSE se positionne comme une adresse de choix pour l'organisation de mariages, anniversaires, cérémonies familiales et rencontres professionnelles. Avec ses espaces aménageables, ses salles climatisées et ses équipements adaptés, l'établissement entend offrir aux particuliers comme aux entreprises un cadre propice à la réussite de leurs événements.

Trouver un espace approprié pour organiser une cérémonie ou une rencontre professionnelle constitue souvent un véritable défi. À Porto-Novo, ELONA HOUSE apporte une réponse à ce besoin en mettant à la disposition de sa clientèle des salles de fêtes et de conférences adaptées à différentes occasions.

Que ce soit pour un mariage, un anniversaire, une communion, un baptême ou une réunion professionnelle, l'établissement propose un cadre accueillant permettant de recevoir les invités dans de bonnes conditions. La modularité des espaces constitue l'un de ses atouts, offrant la possibilité d'adapter la configuration des salles à la nature et à l'envergure de chaque manifestation.

Des prestations pensées pour le confort des clients

Au-delà de la mise à disposition des espaces, ELONA HOUSE met en avant plusieurs services destinés à faciliter l'organisation des événements. L'établissement dispose notamment de salles climatisées, d'une assistance technique professionnelle et d'un groupe électrogène disponible pour contribuer à la continuité des activités en cas de coupure d'électricité.

Ces équipements représentent des avantages importants pour les organisateurs soucieux du confort de leurs invités et du bon déroulement de leurs cérémonies. Ils permettent également d'envisager des rencontres professionnelles et des conférences dans un environnement adapté.

Une adresse accessible à Porto-Novo

Situé à Djassin Hounvié, dans la ville capitale, ELONA HOUSE ambitionne de ré-



ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ?
Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- SALLES CLIMATISÉES
- GRUPE ELECTROGENE DISPONIBLE

Djassin Hounvié - Dowa (Porto-Novo)

+229 0198904640 / 0155499999
+229 0195534395 / 0155500707

pondre aux attentes des familles, des associations, des entreprises et des institutions à la recherche d'un espace pour leurs manifestations.

À travers son offre de salles de fêtes et de conférences, l'établissement mise sur la polyvalence de ses installations pour accompagner les moments heureux des familles ainsi que les activités du monde professionnel.

Pour toute information ou réservation, les intéressés peuvent contacter ELONA HOUSE aux numéros suivants : 0198904640 / 0155499999 ou 0195534395 / 0155500707.

ELONA HOUSE : un espace pour célébrer, se réunir et réussir ses événements.

Marie Estelle AKANNI

RECRUTEMENT DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Rodrigue Chaou ouvre un nouveau front de réforme



Après la digitalisation du paiement des frais de mission, le ministre mise sur un système de recrutement plus accessible, plus attractif et mieux adapté aux compétences de demain. Un chantier stratégique soutenu par la Banque mondiale et le PNUD.

La modernisation de l'administration publique béninoise franchit une nouvelle étape. Le ministre chargé du Budget et de la Fonction publique, Rodrigue Chaou, engage la réflexion sur une réorganisation en profondeur du système de recrutement des agents

de l'État. Une initiative qui vise à faciliter l'accès des jeunes à l'emploi public, à réduire les contraintes financières et à renforcer la capacité de l'administration à attirer les profils les plus qualifiés.

Le lundi 19 octobre 2026, un atelier de réflexion stratégique a réuni à Abomey des experts de haut niveau issus du monde du travail. Avec l'appui de la Banque mondiale et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), cette rencontre entend poser les bases d'un

dispositif de recrutement davantage en phase avec les exigences actuelles de la gestion publique.

Lever les obstacles à l'accès à l'emploi public

L'un des principaux enjeux de cette réforme est de réduire les barrières financières et administratives qui compliquent parfois le parcours des candidats aux concours et aux procédures de recrutement de l'État. Pour de nombreux jeunes diplômés, les frais et les formalités constituent des contraintes susceptibles de limiter leurs chances d'accéder à un emploi public.

La réflexion engagée à Abomey ambitionne de favoriser des procédures plus simples et plus accessibles. L'objectif est de donner davantage de chances aux candidats, indépendamment de leurs moyens financiers, tout en préservant les exigences de compétence, de mérite et de transparence.

Cette orientation place la question de l'équité au cœur de la modernisation administrative. Elle traduit également la nécessité de faire de la fonction publique un débouché professionnel plus accessible à la jeunesse béninoise.

Les talents de demain au cœur de la réforme

Au-delà de la simplification des démarches, le chantier porte une autre ambition : renforcer l'attractivité de l'administration publique auprès des professionnels hautement qualifiés.

Dans un contexte marqué par l'accélération des innovations technologiques et les transformations économiques, l'État doit pouvoir disposer de compétences capables de conduire ses projets et d'améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

L'intelligence artificielle, la science des données, la transition énergétique et l'ingénierie de projet apparaissent ainsi comme des secteurs stratégiques dans lesquels l'administration doit pouvoir attirer des profils spécialisés. La capacité à recruter ces compétences représente un levier essentiel pour accompagner les mutations de l'État et répondre aux nouveaux besoins des populations.

La vision Wadagni en toile de fond

Cette nouvelle initiative s'inscrit dans la dynamique de modernisation de l'administration publique portée par le président Romuald Wadagni.

Après les mesures visant à renforcer la dématérialisation de certaines procédures, la réorganisation du recrutement constitue un autre volet important de la transformation de l'action publique.

Pour Rodrigue Chaou, l'enjeu est de contribuer à bâtir une administration plus performante, capable de concilier accessibilité, efficacité et excellence professionnelle.

L'atelier d'Abomey constitue une étape de réflexion dont les conclusions devront nourrir les prochaines orientations de la réforme. Le défi sera désormais de traduire les ambitions affichées en mesures concrètes, afin que les changements envisagés profitent effectivement aux candidats et renforcent durablement les capacités de l'État.

À travers ce nouveau chantier, la modernisation de la fonction publique se joue sur un double terrain : ouvrir davantage ses portes aux jeunes et lui permettre de mobiliser les compétences indispensables au développement du Bénin.

Emeric Joël ALLAGBE

COMITÉ NATIONAL DU NUMÉRIQUE

WADAGNI confie le pilotage stratégique aux responsables du numérique et à trois experts



Le chef de l'État institue un nouvel organe stratégique rattaché à la Présidence de la République. Les responsables de l'ASIN, du CNIN et de l'ANCR, aux côtés du ministre chargé du Numérique et de trois personnalités expertes, sont appelés à contribuer à la coordination de la transformation digitale et au renforcement de la souveraineté numérique du Bénin.

Le Bénin renforce son dispositif de gouvernance numérique. Par le décret n° 2026-579 du 2 septembre 2026, le président de la République, Romuald WADAGNI, a créé le Comité national du Numérique. Cette instance, placée auprès du chef de l'État, est appelée à jouer un rôle stratégique dans l'orientation et le suivi des politiques publiques relatives à la transformation digitale.

La création de ce comité intervient dans un contexte marqué par l'accélération des innovations technologiques, le développement de l'intelligence artificielle et la nécessité de mieux

protéger les infrastructures numériques nationales. L'objectif est notamment de favoriser une action publique plus cohérente face aux mutations technologiques et aux nouveaux défis de cybersécurité.

Des responsables clés et trois personnalités expertes mobilisés

La composition du Comité national du Numérique accorde une place importante aux responsables des structures publiques intervenant dans l'écosystème numérique béninois.

Le dispositif associe notamment le ministre chargé de la Transformation digitale et de l'Innovation, également chargé de la Stratégie nationale d'intelligence artificielle, ainsi que les directeurs généraux des structures spécialisées que sont l'Agence des systèmes d'information et du numérique (ASIN), le Centre national d'investigations numériques (CNIN) et l'Agence nationale de cybersécurité et de résilience (ANCR).

À ces responsables s'ajoutent trois personnalités désignées par le président de la République en raison de leur expertise en matière de transformation digitale et de sécurité numérique.

Cette composition traduit la volonté de réunir les compétences institutionnelles et techniques nécessaires à une meilleure anticipation des enjeux numériques. Elle favorise également une approche transversale, dans laquelle les orientations stratégiques peuvent tenir compte des impératifs de modernisation de l'administration,

de protection des systèmes d'information et de souveraineté numérique.

Une mission d'orientation et de veille stratégique

Au-delà de sa composition, le Comité national du Numérique est chargé de contribuer à l'orientation stratégique de la politique numérique nationale. Il doit notamment permettre aux autorités de mieux anticiper les évolutions technologiques et leurs conséquences sur le fonctionnement de l'État.

L'intelligence artificielle, la sécurisation des infrastructures numériques et la maîtrise des risques technologiques figurent parmi les principaux enjeux auxquels cette instance est appelée à s'intéresser.

Le comité constitue ainsi un cadre de réflexion et de coordination destiné à éclairer les décisions des autorités publiques. Il devra contribuer à une meilleure articulation des initiatives engagées par les différentes structures intervenant dans le secteur.

La cybersécurité au cœur des priorités

La sécurité des systèmes numériques représente un enjeu majeur pour la continuité des services publics, la protection des données et la lutte contre les menaces informatiques.

Dans cette perspective, la participation des responsables de l'ASIN, du CNIN et de l'ANCR permet de réunir, au sein du même dispositif

stratégique, des acteurs intervenant dans les systèmes d'information, les investigations numériques et la cybersécurité.

Cette articulation doit favoriser une meilleure prise en compte des risques et une coordination plus cohérente des réponses institutionnelles, dans le respect des attributions propres à chaque structure.

Un instrument au service de la souveraineté numérique

Avec la mise en place du Comité national du Numérique, le Bénin se dote d'un cadre supplémentaire pour accompagner la modernisation de son administration et consolider sa capacité à maîtriser les enjeux technologiques.

L'efficacité de cette instance dépendra notamment de sa capacité à anticiper les évolutions du secteur, à éclairer les décisions publiques et à favoriser une coordination effective entre les institutions concernées.

Le décret n° 2026-579 du 2 septembre 2026 fixe le cadre juridique de création, d'attributions, d'organisation et de fonctionnement du comité.

À travers cette initiative, la gouvernance numérique s'inscrit davantage dans une logique de coordination stratégique, avec pour objectifs la modernisation de l'action publique, la sécurité des infrastructures et le renforcement de la souveraineté numérique du Bénin.

Emeric Joël ALLAGBE

RENTRÉE JUDICIAIRE 2026-2027 AU BÉNIN

Yvon Dètchènou mise sur une justice plus performante et plus proche des citoyens

Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et de la Législation, Yvon Dètchènou, a présenté les grandes orientations de la nouvelle année judiciaire, placée sous le signe d'une justice mieux pilotée, plus efficace et davantage à l'écoute des justiciables. C'était le samedi 17 octobre 2026, au Complexe judiciaire de Cotonou.

La justice béninoise entend franchir un nouveau cap en matière d'efficacité, de performance et de proximité avec les citoyens. C'est le principal message qui ressort de la conférence de rentrée judiciaire 2026-2027, organisée le samedi 17 octobre 2026 au Complexe judiciaire de Cotonou, autour du thème : « Une justice pilotée, performante et proche du justiciable ».

À cette occasion, le Garde des Sceaux, ministre de la Justice et de la Législation, Yvon Dètchènou, a exposé les grandes orientations devant guider l'action des juridictions au cours de cette nouvelle année judiciaire. L'objectif est de renforcer la qualité du service public de la justice, d'améliorer son fonctionnement et de mieux répondre aux attentes des citoyens.

Une justice davantage axée sur les résultats

À travers le thème retenu, les acteurs du monde judiciaire sont invités à accorder une attention particulière au pilotage de la performance des juridictions. Cette orientation met en avant la nécessité d'une gestion plus rigoureuse, d'une meilleure organisation du travail judiciaire et d'une recherche constante d'efficacité dans le traitement des dossiers.

Au-delà des exigences institutionnelles, la performance de la justice se mesure également à sa capacité à apporter des réponses adaptées aux préoccupations des justiciables, dans le respect des règles de droit et des garanties fondamentales.

Renforcer la proximité avec les justiciables

L'autre priorité mise en évidence lors de cette rentrée judiciaire concerne le rapprochement de la justice avec les citoyens. Une ambition qui renvoie à l'accessibilité du service judiciaire, à la qualité de l'accueil dans les juridictions et à la nécessité de consolider la confiance

entre les institutions judiciaires et les populations.

Pour Yvon Dètchènou, cette nouvelle année judiciaire constitue ainsi une occasion de mobiliser la communauté judiciaire autour d'objectifs communs, avec une attention particulière portée à l'efficacité du service rendu et aux attentes des usagers.

Une année judiciaire placée sous le signe de l'efficacité

La conférence de rentrée judiciaire 2026-2027 ouvre donc une nouvelle séquence pour les juridictions béninoises, appelées à inscrire leur action dans une dynamique de performance, de responsabilité et de proximité.

La mise en œuvre effective des orientations annoncées sera déterminante pour traduire cette ambition en améliorations concrètes au bénéfice des justiciables et du renforcement de l'État de droit au Bénin.

Emeric Joël ALLAGBE



MAIRIE DE COTONOU

Dr Pyrrhos KIKI nommé Secrétaire exécutif : un administrateur chevronné aux commandes

Ancien directeur de cabinet du maire Emmanuel ZOSSOU et actuel chef du Service des Affaires domaniales de la mairie de Porto-Novo, le géographe de formation rejoint l'administration municipale de Cotonou.

La mairie de Cotonou accueille un nouveau Secrétaire exécutif. Dr Pyrrhos KIKI vient d'être nommé à ce poste stratégique de l'administration communale. Sa désignation intervient quelques semaines après la démission de son prédécesseur, qui avait quitté ses fonctions pour convenance personnelle.

Ce choix porte sur un cadre qui connaît les réalités de la gestion des collectivités territoriales. Ancien directeur de cabinet de l'ex-maire de Cotonou, Emmanuel ZOSSOU, Dr Pyrrhos KIKI exerce actuellement les fonctions de chef du Service des Affaires domaniales à la mairie de Porto-Novo. Son parcours professionnel lui a ainsi permis d'acquérir une expérience au sein de l'administration municipale, notamment dans la gestion des questions domaniales.

Géographe de formation, le nouveau Secrétaire exécutif est appelé à jouer un rôle déterminant dans le fonctionnement des services municipaux de la capitale économique du Bénin. Un rôle central dans la gestion municipale

Dans ses nouvelles fonctions, Dr Pyrrhos KIKI aura notam-

ment pour mission de coordonner les services administratifs et techniques de la mairie, d'assurer la mise en œuvre des délibérations du Conseil communal et de veiller à l'exécution des actions inscrites dans les orientations de développement portées par le maire Luc GNANCADJA.

Cette responsabilité exige rigueur administrative, capacité de coordination et efficacité dans la conduite des dossiers communaux. Le nouveau Secrétaire exécutif devra également contribuer au bon fonctionnement des services municipaux et à la concrétisation des projets destinés à améliorer le cadre de vie des populations de Cotonou.

Une nouvelle étape pour l'administration municipale

Avec cette nomination, l'administration municipale de Cotonou s'apprête à ouvrir une nouvelle page de son fonctionnement. L'expérience acquise par Dr Pyrrhos KIKI dans les mairies de Cotonou et de Porto-Novo constitue un atout pour relever les défis liés à la gestion quotidienne de la commune.

Sa prise de fonctions officielle est annoncée pour les tout prochains jours. Elle permettra au nouveau responsable de prendre pleinement la mesure de ses attributions et d'engager son action au service du développement municipal.

Les attentes sont désormais tournées vers sa capacité à impulser une dynamique administrative efficace, en cohérence avec les ambitions de développement de la municipalité de Cotonou.

Emeric Joël ALLAGBE



LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE AU BÉNIN

21 000 paquets de cigarettes et des fournitures scolaires saisis à Ekpè

Le DG Raouf Malèhossou Aboudou intensifie la lutte contre les circuits commerciaux illicites

La Douane béninoise a réalisé une importante saisie le 17 août 2026 à Ekpè, dans la commune de Sèmè-Podji. Une cargaison de 21 000 paquets de cigarettes de contrebande et un important stock de fournitures scolaires non déclarées ont été découverts dans un camion-benne chargé de déchets ménagers. Cette opération illustre le renforcement de la surveillance douanière face aux stratégies de dissimulation des réseaux de fraude.

Un camion-benne pour tromper la vigilance des douaniers

Pour tenter d'échapper aux contrôles, les auteurs présumés de cette opération avaient choisi une méthode de dissimulation inhabituelle. Les marchandises étaient cachées sous des déchets ménagers et des sacs-poubelles, donnant au véhicule l'apparence d'un simple camion de collecte d'ordures.

Mais cette stratégie n'a pas échappé aux agents des Douanes. Grâce au travail de renseignement et de ciblage, les éléments du Bureau de la Surveillance du Territoire Douanier (BSTD), sous le commandement de l'inspecteur principal Marcellin Laourou, ont intercepté le véhicule avant de procéder à une fouille approfondie.

L'inspection a permis de découvrir 21 000 paquets de cigarettes des marques YES, TIME, ORIS et ROYAL, ainsi

qu'un important lot de fournitures scolaires qui, selon les informations communiquées, n'avait pas été déclaré conformément aux procédures douanières.

Préserver les recettes de l'État et la concurrence loyale

Au-delà du volume des marchandises saisies, cette opération met en lumière les enjeux économiques de la lutte contre la contrebande. L'introduction de produits sur le marché en violation des obligations douanières est susceptible de priver l'État de recettes et de désavantager les opérateurs économiques qui respectent leurs obligations fiscales et réglementaires.

La circulation de cigarettes dont la traçabilité et la conformité ne sont pas établies soulève également des préoccupations en matière de contrôle des produits du tabac et de protection des consommateurs.

Quant aux fournitures scolaires, leur découverte dans une cargaison non déclarée souligne la nécessité d'une surveillance rigoureuse des circuits d'importation et de distribution, particulièrement à l'approche de la rentrée scolaire.

Raouf Malèhossou Aboudou renforce la surveillance douanière

Sous la direction du colonel Raouf Malèhossou Aboudou, Directeur général des Douanes, le contrôle des axes de cir-

culaton et des circuits d'approvisionnement demeure un enjeu majeur dans la lutte contre la fraude commerciale.

L'opération menée à Ekpè met en évidence le rôle du renseignement douanier et du ciblage des cargaisons suspectes pour déjouer des procédés de dissimulation de plus en plus élaborés. Elle rappelle également l'importance de la coopération entre les différents acteurs engagés dans la lutte contre les circuits illicites.

Un signal fort contre les réseaux de fraude

Avec cette saisie, la Douane béninoise réaffirme sa détermination à combattre les pratiques frauduleuses et à renforcer la régularité des échanges commerciaux sur le territoire national.

La découverte de cette cargaison dissimulée sous des déchets ménagers à Ekpè rappelle que les stratégies visant à contourner les contrôles peuvent être mises en échec par le renseignement et la vigilance des agents.

Pour l'administration douanière, l'enjeu reste essentiel : protéger les recettes publiques, défendre les entreprises respectueuses des règles et contribuer à l'assainissement du marché national.

Emeric Joël ALLAGBE



OLYMPAFRICA DANGBO

Hyacinthe Agon et Marie Akpotrossou saluent un nouvel espoir pour la jeunesse

Le Centre Olympafrica de Dangbo a officiellement lancé ses activités le vendredi 16 octobre 2026 à Akpamè, dans l'arrondissement de Hozin. À travers cette infrastructure sportive, les autorités administratives et les responsables sportifs entendent favoriser l'épanouissement des jeunes, révéler de nouveaux talents et promouvoir les valeurs olympiques.

Le sport béninois dispose désormais d'un nouvel espace dédié à la formation et à l'encadrement de la jeunesse. Le Centre Olympafrica de Dangbo a officiellement ouvert ses portes à l'occasion d'une cérémonie qui a mobilisé plusieurs personnalités administratives, sportives et locales. Cette mise en service marque une avancée dans la promotion du sport de proximité et l'éducation des jeunes par la pratique sportive.

Présent à l'événement, le maire de Dangbo, Hyacinthe Agon, a exprimé sa satisfaction face à l'ouverture de cette infrastructure. Pour l'autorité communale, ce centre constitue une opportunité supplémentaire offerte aux enfants et aux adolescents pour développer leurs aptitudes physiques, révéler leurs talents et acquérir des valeurs indispensables à leur

épanouissement. La discipline, la solidarité et le respect figurent notamment parmi les principes que les activités sportives permettront de renforcer.

Marie Akpotrossou met en avant la portée sociale du sport

La préfète du département de l'Ouémé, le docteur Marie Akpotrossou, a également souligné l'importance de cette réalisation. Au-delà de Dangbo, le Centre Olympafrica représente, selon elle, une opportunité pour l'ensemble de la jeunesse du département et les communautés environnantes. Le sport apparaît ainsi comme un moyen d'éducation, de rassemblement et de développement humain, capable de favoriser la cohésion sociale et de créer un cadre d'apprentissage pour les jeunes.

Dan Nguéré et Basile Agbodjogbe soulignent les enjeux de la formation sportive

Parrain du tournoi inaugural, l'ambassadeur Dan Nguéré a salué une initiative qui place les jeunes au cœur du développement sportif. Les compétitions organisées à l'occasion du lancement des activi-



tés ont permis aux participants de mettre leurs aptitudes à l'épreuve, tout en apprenant le dépassement de soi, le respect des adversaires et la fraternité.

De son côté, Basile Agbodjogbe, représentant le ministre des Sports et de l'Engagement civique, a inscrit cette ouverture dans la dynamique de promotion du sport à la base. Il a mis en avant le rôle que peut jouer une telle infrastructure dans la détection des talents, l'apprentissage des valeurs olympiques et l'encadrement des jeunes par une pratique

sportive régulière.

Antoine Bonou appelle à la préservation de l'infrastructure

Au-delà de l'enthousiasme suscité par cette inauguration, la question de la pérennité du centre demeure essentielle. Le coordonnateur de Wémè Xwhé, Antoine Bonou, a invité les populations de Dangbo et des localités voisines à s'approprier cette réalisation et à contribuer à sa préservation. Pour lui, la réussite de cette initiative dépendra également de l'engage-

ment collectif en faveur de l'entretien et de la valorisation de cet espace.

Avec le lancement de ses activités, le Centre Olympafrica de Dangbo ouvre ainsi de nouvelles perspectives pour la jeunesse de l'Ouémé. L'enjeu sera désormais de faire vivre durablement cette infrastructure afin qu'elle contribue à la détection des futurs talents, à l'éducation par le sport et au développement du mouvement sportif béninois.

Emeric Joël ALLAGBE

TOURISME À PORTO-NOVO

Résidences FENOU : le confort d'un appartement, la chaleur d'un véritable foyer

À Porto-Novo, les visiteurs disposent désormais d'une adresse pensée pour conjuguer confort, convivialité et sérénité.

À la recherche d'un cadre agréable pour séjourner à Porto-Novo ? Les Résidences FENOU proposent une formule qui entend répondre aux attentes des touristes, voyageurs d'affaires, familles et visiteurs de passage dans la capitale béninoise. Situées à Djassin Houinvié, à Dowa, ces résidences mettent en avant des appartements conçus pour offrir aux occupants une expérience différente de celle d'un hébergement classique.

Loin de l'ambiance impersonnelle que peuvent parfois offrir certains établissements, les Résidences FENOU misent sur une atmosphère chaleureuse et familiale. « Votre confort, notre priorité », telle est la promesse affichée par l'établissement, qui invite les visiteurs à retrouver la chaleur d'un foyer durant leur séjour.

Comme à la maison, loin de chez soi

Pour les touristes qui souhaitent prendre le temps de découvrir Porto-Novo et ses environs, disposer d'un espace confortable constitue un véritable atout. Les Résidences FENOU proposent ainsi des chambres privées et des espaces de vie conviviaux, permettant aux visiteurs de se détendre après leurs sorties, de partager des repas et de préparer sereinement leurs activités du lendemain.

L'aménagement intérieur, présenté comme authentique et soigné, associe confort et fonctionnalité. L'objectif est de permettre à chaque résident de profiter de son séjour à son propre rythme, que ce soit pour quelques nuits ou pour une période plus longue.

Une adresse adaptée aux touristes

Porto-Novo constitue une étape incontournable pour les visiteurs désireux de découvrir le patrimoine, la culture et l'histoire du Bénin. Pour accompagner cette découverte, le choix de l'hébergement joue un rôle important.

En optant pour les Résidences FENOU, le voyageur peut bénéficier d'un cadre résidentiel qui favorise à la fois repos, intimité et convivialité. L'établissement met notamment en avant quatre caractéristiques : luxe et confort, décor authentique, prix abordable et emplacement stratégique.

Cette combinaison vise particulièrement les touristes qui recherchent une alternative aux hôtels traditionnels, avec davantage de sensation de « chez-soi ».

Un séjour sans interruption grâce au groupe électrogène

Autre élément mis en avant par les Résidences FENOU : la disponibilité d'un groupe électrogène sur place. Cette solution permet à l'établissement de maintenir ses services en cas de coupure d'électricité, contribuant ainsi à assurer la continuité et le confort du séjour.

Pour un visiteur qui souhaite profiter pleinement de ses vacances, disposer d'un hébergement où les commodités essentielles restent accessibles constitue un avantage appréciable.

Porto-Novo autrement, avec FENOU comme point de départ



Les résidences FENOU

Votre confort, notre priorité

Loin de chez vous,
RETROUVEZ LA CHALEUR D'UN FOYER !

Chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain.

L'expérience idéale
pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique

GROUPE ÉLECTROGÈNE DISPONIBLE SUR LE LIEU

Profitez d'un séjour sans interruption grâce à notre groupe électrogène qui assure votre confort en toutes circonstances !

 **Djassin Houinvié - Dowa**
(Porto-Novo)

 +229 0198904640 / 0155499999

 +229 0195534395 / 0155500707

Séjourner aux Résidences FENOU, c'est également choisir de s'installer dans l'environnement de Porto-Novo pour mieux partir à la découverte de la ville et de ses richesses. Après une journée consacrée aux visites, aux rencontres ou aux activités professionnelles, les voyageurs peuvent retrouver un espace conçu pour la détente et le repos.

Touristes, familles, professionnels ou visiteurs de passage : les Résidences FENOU se présentent ainsi comme une solution d'héberge-

ment alliant indépendance, confort et convivialité.

FENOU, une invitation à poser ses valises

Pour celles et ceux qui préparent un séjour à Porto-Novo, une adresse mérite donc d'être inscrite dans le carnet de voyage : les Résidences FENOU, à Djassin Houinvié – Dowa.

Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer. Une promesse qui résume l'esprit de ces

résidences : offrir au visiteur non seulement un lieu où dormir, mais surtout un cadre où il peut se sentir chez lui pendant son séjour.

Contacts :

Djassin Houinvié – Dowa, Porto-Novo
+229 01 98 90 46 40 / 01 55 49 99 99
+229 01 95 53 43 95 / 01 55 50 07 07

Augusta DAKPOGAN

FOIRE « CONSOMMONS LOCAL » 2026 DANS L'OUÉMÉ ET LE PLATEAU

Porto-Novo et Sakété au rythme de six jours de promotion des produits béninois

Du 26 au 31 octobre, producteurs, artisans, transformateurs et consommateurs se donnent rendez-vous pour célébrer le savoir-faire national. Le programme actualisé prévoit deux cérémonies officielles d'ouverture, des expositions, des communications, des animations culturelles et une caravane dans la ville de Porto-Novo.

La promotion des produits locaux sera au cœur de l'actualité économique dans les départements de l'Ouémé et du Plateau. Dans le cadre de la 7^e édition du Mois du Consommons local, la Direction départementale de l'Industrie et du Commerce de l'Ouémé et du Plateau organise, du lundi 26 au samedi 31 octobre 2026, la Foire « Consommons local ».

Prévue sur deux sites, à savoir l'esplanade de l'Assemblée nationale à Porto-Novo et le marché de Takon, dans la commune de Sakété, cette manifestation entend offrir une vitrine aux produits et services fabriqués au Bénin. Elle vise également à rapprocher les consommateurs des producteurs et transformateurs locaux, tout en encourageant l'adoption de nouvelles habitudes de consommation favorables à l'économie nationale.

Placée sous le haut patronage de la ministre du Commerce intérieur, chargée de la Formalisation de l'économie, Alimatou Shadiya Assouman, cette édition mobilisera les acteurs économiques autour d'un programme diversifié, associant expositions commerciales, sensibilisation, jeux, dégustations et prestations artistiques.

Deux cérémonies officielles d'ouverture le mercredi 28 octobre

Après l'installation des exposants et l'ouverture du marché, prévues les lundi 26 et mardi 27 octobre, la journée du mercredi 28 octobre sera marquée par les cérémonies officielles d'ouverture sur les deux sites.

Dans le département du Plateau, la cérémonie se déroulera de 11 h 30 à 12 h 30 au marché de Takon, dans la commune de Sakété. Elle sera suivie, de 12 h 30 à 13 h 30, d'une visite guidée des stands et d'une dégustation de mets et de produits made in Benin.

Dans l'Ouémé, le rendez-vous est fixé de 16 h à 17 h sur l'esplanade de l'Assemblée nationale à Porto-Novo. Une visite guidée des stands et une dégustation de produits locaux sont ensuite prévues de 17 h à 18 h.

Ces deux cérémonies donneront le coup d'envoi officiel des activités sur les sites retenus et permettront aux autorités, aux exposants et aux visiteurs de découvrir la diversité de l'offre locale.

WAPACK, ASCNIB et CARE Bénin au cœur des communications

Le jeudi 29 octobre sera consacré aux communications et aux animations de la foire.



MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

RETROUVEZ-NOUS SUR
consommonslocal.bj


DU 26
AU 31
OCT 2026

LA FOIRE DU CONSOMMONS LOCAL

La Direction Départementale du Commerce Intérieur de l'Ouémé et du Plateau invite toute la population de ces départements à venir nombreux découvrir, échanger et partager un moment unique !



L'ESPLANADE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE À PORTO-NOVO



EN FACE DU MARCHÉ DE TAKON DANS LA COMMUNE DE SAKÉTÉ



De 10 h à 11 h, la Société WAPACK présentera une nouvelle ligne d'emballages disponibles pour le conditionnement et le packaging des produits transformés au Bénin.

De 11 h à 13 h, un atelier animé par l'ASCNIB et CARE Bénin, dans le cadre du projet CASCADE, portera sur les exhausteurs naturels de goût et les enjeux d'une cuisine saine.

L'après-midi, de 14 h à 18 h, les visiteurs pourront participer à plusieurs jeux ludiques, notamment la belote, le jeu de dames et l'adji. La journée se poursuivra de 18 h à 21 h avec des animations culturelles et artistiques, ainsi que des activités de promotion des produits de la SOBEBRA.

Football féminin et divertissements au menu du vendredi

Le vendredi 30 octobre, les activités reprendront à 10 h avec divers jeux et divertissements proposés par les partenaires, jusqu'à 14 h.

De 15 h à 17 h, un match de gala de football

féminin consacré au « Consommons local » réunira les participantes et le public autour des valeurs du sport et de la promotion des produits nationaux.

De 17 h à 21 h, les animations culturelles et artistiques prendront le relais, avec des activités promotionnelles de la SOBEBRA et la participation d'artistes locaux.

Une caravane pour clôturer la foire en beauté

Le samedi 31 octobre, dernière journée de cette édition 2026, sera marqué par une caravane du « Consommons local » dans la ville de Porto-Novo, prévue de 10 h à 13 h. Cette initiative permettra de porter le message de la consommation locale au-delà des stands et de sensibiliser davantage les populations.

De 14 h à 17 h, divers jeux et divertissements seront organisés. Les animations culturelles et artistiques reprendront ensuite de 17 h à 21 h, avec des activités promotionnelles autour des produits de la SOBEBRA et des prestations d'artistes locaux. Cette journée marquera également la clôture et la fin de

la foire.

Un appel à soutenir le savoir-faire béninois

Au-delà des expositions et des animations, la Foire « Consommons local » constitue une occasion de mettre en valeur les efforts des producteurs, artisans, commerçants et transformateurs béninois. Elle offre aux entreprises locales une opportunité de présenter leurs produits, de nouer des contacts et de renforcer leur visibilité auprès du public.

À travers cette initiative, les organisateurs invitent les populations de l'Ouémé et du Plateau à découvrir les richesses de la production nationale et à faire de la consommation locale un véritable levier de développement économique.

« Faisons le choix du Bénin. Découvrons. Soutenons. Consommons local. » C'est autour de cet appel que Porto-Novo et Sakété vivront, du 26 au 31 octobre 2026, au rythme de cette foire dédiée au savoir-faire béninois.

Emeric Joël ALLAGBE

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITE PARAISSANT AU BENIN

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR / RENTRÉE ACADÉMIQUE 2026-2027

ES LA PRATIQUE DE ZOGBODOMEY : UN APPEL AUX BACHELIERS POUR UNE FORMATION TOURNÉE VERS L'EMPLOI

Sciences agronomiques, génie civil, travaux pratiques et professionnalisation : l'École Supérieure La Pratique ouvre ses portes aux nouveaux bacheliers et aux professionnels désireux de renforcer leurs compétences. Pour l'année académique 2026-2027, l'établissement invite les étudiants à venir nombreux s'inscrire afin de préparer leur avenir dans un cadre privilégiant l'apprentissage par l'action.

À l'heure où l'insertion professionnelle constitue une préoccupation majeure pour les jeunes diplômés, le choix d'une formation adaptée aux exigences du marché du travail représente une étape déterminante. À Zogbodomey-Centre, non loin de FLUDOR, l'École Supérieure La Pratique entend apporter sa contribution à la formation d'une nouvelle génération de techniciens et de professionnels qualifiés. À l'occasion de la rentrée académique 2026-2027, l'établissement lance un appel aux bacheliers, aux nouveaux étudiants et aux professionnels souhaitant acquérir de nouvelles compétences : venir découvrir ses filières et accomplir les formalités d'inscription.

Une pédagogie qui privilégie l'apprentissage par l'action

« À l'École Supérieure La Pratique, les compétences se construisent par l'action ». Cette devise traduit l'orientation pédagogique que revendique l'établissement. L'objectif est de permettre aux apprenants de ne pas se limiter aux connaissances théoriques, mais de les compléter par des exercices pratiques, des expérimentations et des activités en lien avec leur domaine de formation.

Cette approche se révèle particulièrement importante dans les secteurs techniques, où la maîtrise des outils, des méthodes de travail et des réalités du terrain constitue un atout pour l'exercice d'un métier. En mettant l'accent sur la pratique, l'ES La Pratique entend accompagner ses étudiants vers une meilleure préparation aux défis du monde professionnel.

Des filières porteuses en sciences agronomiques et en génie civil

Pour la rentrée 2026-2027, l'établissement propose plusieurs parcours de formation dans deux grands domaines : les sciences agronomiques et le génie civil.

En sciences agronomiques, les candidats peuvent notamment s'orienter vers les filières suivantes :

- * Sciences et Techniques de Production Végétale ;
- * Production et Gestion des Ressources Animales ;
- * Gestion des Exploitations Rurales et Agricoles.

Ces formations s'adressent notamment aux titulaires des baccalauréats C et D, ainsi qu'aux candidats titulaires du DEAT, selon les conditions d'admission propres à chaque filière.

Dans le domaine du génie civil, plusieurs spécialités sont également proposées, notamment :

- * Bâtiment, Travaux publics et Béton armé ;
- * Topographie et Dessin-Projet de Bâtiment ;
- * Assainissement général et Voiries et Réseaux divers (VRD).

Les titulaires des baccalauréats C, D et F ainsi que du DIT peuvent être concernés, en fonction de la filière choisie et des critères d'admission applicables.

À travers ces différents parcours, l'école offre

aux candidats la possibilité de s'orienter vers des secteurs essentiels au développement économique, à la modernisation des infrastructures et à la valorisation du potentiel agricole.

Une ferme de plus de 50 hectares au service de la formation

L'un des atouts mis en avant par l'ES La Pratique réside dans ses infrastructures consacrées à l'apprentissage pratique. L'établissement dispose notamment d'une ferme agricole de plus de 50 hectares destinée aux expérimentations et aux activités de formation.

À cela s'ajoutent un laboratoire présenté comme moderne et équipé, ainsi que des salles de cours spacieuses. Ces installations ont vocation à favoriser l'acquisition progressive des connaissances et la mise en application des enseignements reçus.

Pour les étudiants en sciences agronomiques, les activités pratiques constituent une occasion de se familiariser avec les réalités de la production agricole et de la gestion des exploitations. Dans les filières du génie civil, l'apprentissage technique vise également à rapprocher les connaissances académiques des exigences des métiers concernés.

Un établissement qui met en avant sa reconnaissance officielle

L'École Supérieure La Pratique indique être reconnue et agréée par l'État béninois. Selon les informations communiquées par l'établissement, elle figure dans le Guide d'orientation des bacheliers 2026-2027 du ministère compétent, à la page 95, sous le numéro 32.

L'école annonce des formations conduisant à des diplômes d'État, avec des parcours de Licence et de Master, ainsi que des possibilités de recyclage destinées aux personnes souhaitant actualiser ou renforcer leurs connaissances.

Les candidats sont invités à se rapprocher de l'administration pour obtenir des précisions sur les filières ouvertes, les conditions d'accès, les diplômes préparés et les modalités de validation des formations.

Des services pour accompagner les étudiants

Consciente des besoins des apprenants tout au long de leur parcours universitaire, l'ES La Pratique met également en avant plusieurs services et commodités. L'établissement annonce notamment des infrastructures sportives, un restaurant et une infirmerie.

Des chambres à coûts abordables sont proposées aux alentours de l'école, tandis qu'une Maison de l'Étudiant est annoncée en cours de réalisation.

L'établissement fait également état de partenariats nationaux et internationaux destinés à favoriser les possibilités de stages, de placement en entreprise et d'auto-emploi. Des bourses sont par ailleurs annoncées pour contribuer à alléger les charges liées aux études, sous réserve des conditions applicables.

Inscriptions : les futurs étudiants invités à se rapprocher de l'administration

Pour constituer leur dossier d'admission, les candidats doivent notamment prévoir un formulaire de demande de formation, les copies légalisées des diplômes ou attestations requis, un acte



NOUVELLE RENTRÉE 2026-2027

INSCRIPTION DÉJÀ OUVERTE

ÉCOLE SUPÉRIEURE LA PRATIQUE

L'UNIVERSITÉ DE L'ENTREPRENEUR

Arrêté 2022 N°0268/MESRS/DC/SGM/DGES/CTJ/CJ/SA/017SGG22

LES DOMAINES ET FILIÈRES DISPONIBLES

AGRONOMIE

- ✓ Sciences et Techniques de Production Végétale
- ✓ Production et Gestion des Ressources Animales
- ✓ Gestion des Exploitations Agricoles

GÉNIE CIVIL

- ✓ Bâtiment Travaux Publics & Béton armé
- ✓ Topographie & Dessinateur, Projecteur Bâtiment
- ✓ Assainissement & Voies Réseaux Divers

Infoline : (+229) 01 56 90 00 00 / 01 29 80 40 40

WhatsApp : 01 63 63 04 04

Mail : eslapratique2026@gmail.com

Nous sommes à Zogbodomey, non loin de l'usine de Fludor

de naissance sécurisé, une copie du Certificat d'identification personnelle (CIP), une lettre de recommandation ou d'engagement des parents ou tuteurs et deux photos d'identité.

Pour l'admission en Master, le diplôme de Licence professionnelle dans la filière concernée est requis.

Les frais d'inscription annoncés sont de 25 000 FCFA pour la Licence et de 50 000 FCFA pour le Master. Les frais de formation sont répartis en plusieurs tranches, selon les modalités communiquées par l'établissement.

Les candidats sont toutefois invités à prendre contact avec les services administratifs pour obtenir la liste complète des pièces à fournir, les conditions financières détaillées et les éventuelles dispositions particulières à leur filière.

Un appel pressant aux bacheliers et aux futurs professionnels

À l'occasion de cette rentrée académique 2026-2027, l'École Supérieure La Pratique invite les nouveaux bacheliers, les étudiants en quête d'une orientation et les professionnels désireux de poursuivre leur formation à saisir cette opportunité.

Les futurs étudiants sont appelés à venir mas-

sivement se renseigner et s'inscrire, dans les filières correspondant à leurs ambitions et à leurs aptitudes. Pour les jeunes qui souhaitent transformer leurs connaissances en compétences concrètes, le choix d'un parcours professionnalisant peut constituer un levier important dans la préparation de leur avenir.

Située à Zogbodomey-Centre, non loin de FLUDOR, l'ES La Pratique se tient à la disposition des candidats pour les accompagner dans leurs démarches d'orientation et d'admission.

ES LA PRATIQUE : LES CONTACTS UTILES

Adresse : Zogbodomey-Centre, non loin de FLUDOR.

Téléphones : 01 63 63 04 04 / 01 29 80 40 40

WhatsApp : +229 01 56 90 00 00

E-mail : eslapratique2026@gmail.com

Rentrée académique 2026-2027 : futurs étudiants, prenez votre avenir en main et venez nombreux vous inscrire à l'École Supérieure La Pratique !

Emeric Joël ALLAGBE

GOUVERNANCE SÉCURITAIRE AU BÉNIN

La Police républicaine renforce les capacités de ses officiers supérieurs



Après l'accord-cadre signé avec le DCAF, une session de formation se tient à Cotonou pour promouvoir un commandement responsable, la transparence et une sécurité plus proche des citoyens.

La gouvernance du secteur de la sécurité franchit une nouvelle étape au Bénin. Du 19 au 22 octobre 2026, les officiers supérieurs de la Police républicaine participent à Cotonou à une session de formation consacrée à la gouvernance et à la réforme du secteur de la sécurité. Cette initiative intervient quelques jours après la signature d'un ac-

cord-cadre de coopération entre le Bénin et le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF).

Entièrement financée par le DCAF, cette formation vise à consolider les compétences des hauts responsables policiers en matière de commandement, de transparence, de redevabilité et de respect des droits humains. Elle ambitionne également de favoriser l'intégration des principes de bonne gouvernance dans les pratiques quotidiennes des forces de sécurité.

À l'ouverture des travaux, le commissaire général de Police, Mathias Achédemessi, a rappelé l'importance d'une approche fondée sur une gestion responsable des questions sécuritaires. « La sécurité ne se décrète pas, elle se gouverne », a-t-il souligné, mettant ainsi en évidence la nécessité d'un leadership éclairé et d'une administration rigoureuse des services de police.

De son côté, la représentante du DCAF, Jolie-Ruth Morand, a insisté sur la confiance entre les forces de sécurité et les populations. Un lien essentiel pour renforcer la

légitimité de l'action policière et encourager une collaboration durable entre les citoyens et les institutions chargées de leur protection.

Une police plus professionnelle et plus proche des populations

Au-delà des enseignements théoriques, les participants sont appelés à traduire les connaissances acquises en actions concrètes sur le terrain. La police communautaire et la coproduction de la sécurité avec les populations figurent notamment parmi les approches à promouvoir.

Cette orientation vise à faire de la sécurité une responsabilité partagée, reposant sur le dialogue, la prévention et la participation citoyenne, tout en maintenant l'exigence de professionnalisme au sein des unités de police.

À travers cette session, le Bénin et le DCAF entendent ainsi consolider leur coopération en faveur d'une gouvernance sécuritaire plus efficace, transparente et respectueuse des droits fondamentaux. Un engagement qui place le renforcement des capacités des responsables policiers au cœur de la modernisation de la Police républicaine et de l'amélioration de ses relations avec les citoyens.

Emeric Joël ALLAGBE

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL SCOLAIRE U-18, CHINE 2026

Après le Qatar, l'Inde subit la furie des Guépards U-18 : le Bénin s'impose 27-0 !



Les jeunes footballeurs béninois enchaînent les démonstrations à Suzhou. Après leur victoire 7-0 face au Qatar, les poulains de Séverin Danha ont signé une nouvelle performance spectaculaire en dominant l'Inde sur le score sans appel de 27 buts à zéro. Déjà qualifié pour les huitièmes de finale, le Bénin vise désormais la première place du groupe B.

Les Guépards U-18 continuent d'impressionner à la Coupe du monde de football scolaire, organisée en Chine. Ce mardi, les jeunes représentants du Bénin ont réalisé un véritable festival offensif face à l'Inde, étrillée 27-0 au terme des 80 minutes de jeu.

Après avoir lancé leur campagne par une victoire convaincante de 7-0 contre le Qatar, les protégés de Séverin Danha ont confirmé leur excellente dynamique. Avec une attaque

particulièrement efficace et une domination manifeste, les Béninois ont multiplié les réalisations, affichant leurs ambitions dans cette compétition internationale.

Un festival offensif marqué par 27 réalisations

La rencontre a été marquée par la performance remarquable de plusieurs joueurs béninois. John Ethan Hountinné s'est notamment illustré avec quatre buts inscrits aux 4e, 22e, 24e et 25e minutes. François Adissa a également signé un quadruplé, aux 28e, 33e, 39e et 63e minutes, tandis qu'Osvaldo Sèmèvo Loko a trouvé le chemin des filets à quatre reprises, aux 43e, 54e, 57e et 79e minutes.

Izoudine Boukary a inscrit trois buts, aux 10e, 30e et 38e minutes. Dona Silvanix Negui a marqué aux 9e et

15e minutes, tandis que Géovani Eclou a réalisé un doublé aux 44e et 66e minutes. Abdoul Hadirou Hassim a également signé deux réalisations aux 69e et 71e minutes.

Les autres buts béninois portent les signatures de Jérémie Zannou (31e), Carlos Junior Fanou (37e), Tahabou Ognandon (76e) et Gilchrist Promise Kpanou (77e). Deux buts contre leur camp, inscrits par les joueurs indiens aux 5e et 12e minutes, ont complété cette avalanche offensive.

Au total, le Bénin a inscrit 34 buts en deux rencontres, sans en encaisser le moindre, confirmant un début de compétition particulièrement impressionnant.

Les huitièmes de finale en poche, la première place en jeu

Dans l'autre rencontre du groupe B, la Chine 2 a dominé le Qatar sur le score de 6-0. À l'issue de cette deuxième journée, le Bénin et la Chine 2 ont déjà assuré leur qualification pour les huitièmes de finale.

Les Guépards U-18 occupent provisoirement la première place du groupe avec six points et une différence de buts de +34. La Chine 2 suit également avec six points, mais une différence de buts de +21. Le Qatar et

l'Inde ferment la marche, avec zéro point chacun et des différences de buts respectives de -13 et -42.

Le prochain rendez-vous s'annonce donc décisif pour le classement final du groupe. Ce mercredi, le Bénin affrontera la Chine 2 dans un duel au sommet qui permettra de départager les deux équipes en tête. La rencontre est annoncée à 2 h 30, heure du Bénin.

Face à un adversaire qui a lui aussi validé son billet pour la phase à élimination directe, les jeunes Guépards devront confirmer leur efficacité offensive et leur solidité collective pour conserver la première place.

L'Allemagne frappe également très fort

La deuxième journée a aussi été marquée par une autre victoire hors norme. Dans le groupe C, l'Allemagne a infligé une lourde défaite de 35-0 au Bangladesh. Cette sélection bangladaise avait déjà subi un revers tout aussi sévère lors de la première journée, s'inclinant 27-0 face à la République tchèque.

Pour le Bénin, l'objectif est désormais clair : terminer en tête du groupe B et poursuivre sur cette lancée prometteuse dans la compétition mondiale de football scolaire.

Les Guépards U-18 ont déjà frappé fort. Reste à transformer cette démonstration en un parcours de référence à Suzhou.

Emeric Joël ALLAGBE



L'Emblème du Jour

— LE QUOTIDIEN DE RÉFÉRENCE —

RECRUTE DES STAGIAIRES JOURNALISTES

Vous êtes passionné(e) par l'actualité,
l'écriture et le journalisme ?
Rejoignez notre équipe !



LIEU DE STAGE

Siège du journal
à Porto-Novo
(Djassin Houinvié,
Immeuble Elona House)



PRESSE ÉCRITE ET EN LIGNE

L'Emblème du Jour est un
organe de presse écrite mais
également en ligne.



UNE BELLE OPPORTUNITÉ

Les stagiaires pourront
acquérir de l'expérience
au sein d'une rédaction
professionnelle et dynamique.



COMPOSITION DU DOSSIER À DÉPOSER

- ✓ Lettre de motivation
- ✓ Dernier diplôme obtenu
- ✓ CV



ENVOYEZ VOTRE DOSSIER

Par mail :

 emericprod4@gmail.com

Ou par WhatsApp :



[+229 0144904640](https://wa.me/2290144904640)